



DOSSIER DE PRESSE

3 mai 2019

**PRESENTATION DES RESULTATS DE
LA REGION BRETAGNE DE LA
CONSULTATION ORGANISEE PAR LA
FHF ET L'IPSOS DANS LE CADRE DU
GRAND DEBAT NATIONAL**



Résultats de la région Bretagne de la consultation organisée par la FHF et IPSOS dans le cadre du Grand Débat National

Enquête d'Ipsos réalisée pour la FHF afin d'apporter la contribution des Français au Grand Débat national sur les questions de santé. Cette enquête a été élaborée dans le respect de la norme internationale ISO 20252 « Études de marché, études sociales et d'opinion » auprès d'un échantillon de 5 889 Français de métropole et d'outre-mer entre le 27 février et le 1^{er} mars 2019. L'échantillon a été interrogé par Internet selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région, catégorie d'agglomération. **Pour la région Bretagne, 438 individus ont été interrogés.**

I – Dans la région Bretagne, l'accès à de bons établissements de santé est perçu comme une condition essentielle d'égalité des chances. Les habitants sont inquiets concernant l'avenir de l'hôpital français et demandent plus de moyens.

- **L'accès à de bons établissements de santé est, dans la région Bretagne, le second critère le plus important pour assurer à chaque individu une égalité des chances dans la vie (84%),** juste derrière l'accès à de bons établissements scolaires (91%) et loin devant l'assurance de pouvoir bénéficier d'une protection de sa personne et de ses biens (50%), de disposer de bonnes infrastructures de transport (48%) ou d'un bon accès à la culture et aux loisirs (27%).
- **Une inquiétude à l'égard de l'état de santé de l'hôpital public français :** la très grande majorité des habitants de la région Bretagne a le sentiment que l'hôpital public s'est dégradé depuis ces 10 dernières années (78% dont 45% considèrent même qu'il s'est « beaucoup » détérioré). Plus grave, 86% d'entre eux estiment qu'il est aujourd'hui « en danger ». La situation les préoccupe d'autant plus qu'il s'agit pour eux de l'un des principaux leviers de l'égalité des chances et qu'il se trouve aujourd'hui en danger.
- **La majeure partie des habitants de la région Bretagne (78%) considèrent que les mesures mises en place pour rendre attractifs les métiers de l'hôpital public sont aujourd'hui insuffisantes.**
- **Une demande de moyens supplémentaires : 94%** des habitants de la région Bretagne sont favorables à une augmentation des moyens financiers de l'hôpital public français.

II – De réelles tensions apparaissent en termes d'accès aux soins : l'éloignement géographique des infrastructures et des professionnels de santé semble être au maximum de ce que peuvent accepter les Bretons, tout comme les délais d'obtention de rendez-vous.

- **Entre le temps actuel que les Bretons déclarent mettre pour accéder aux différents services de santé et celui qu'ils estiment comme le « maximum acceptable », il n'y a presque plus de différences.** C'est le cas pour les établissements de santé puisqu'entre le temps moyen d'éloignement actuel et celui considéré comme acceptable, la différence est aujourd'hui très faible : s'ils déclarent mettre aujourd'hui 23 minutes en moyenne pour accéder à un hôpital de proximité, ils considèrent que le temps maximum acceptable est de 26 minutes. Une tension encore plus forte pour l'accès à un service d'urgence : le temps maximum acceptable d'accès à ce service de soins est cette fois inférieur au temps qu'ils mettent réellement pour y accéder (21 minutes vs 23 minutes).

- **Les délais moyens d'obtention de rendez-vous avec les médecins spécialistes en Bretagne sont aussi fortement préoccupants** : presque trois semaines pour un pédiatre, un mois et trois semaines pour un ORL, deux mois et une semaine pour un cardiologue, plus de trois mois pour un dermatologue et plus de quatre pour un ophtalmologiste.

III – Face à des problèmes de santé peu graves, de nombreux Bretons ont recours aux services des urgences, parfois pour des raisons inadéquates. Ce phénomène est aussi retrouvé à l'échelle nationale.

- **Un recours relativement élevé aux services des urgences** : 29% des habitants de la région Bretagne déclarent s'y être rendus au cours de la dernière année.
- **39% d'entre eux avouent avoir déjà eu recours aux urgences pour des raisons inadéquates : difficulté d'obtention de RDV, refus de prise en charge par un médecin, facilité et praticité...** Ainsi, 21% des interviewés déclarent y être allés parce qu'ils ne savaient pas à qui s'adresser en dehors du service d'urgence de l'hôpital et 20% avouent y être allés tout simplement parce qu'aux urgences on est sur place pour réaliser tous les examens complémentaires à faire en cas de nécessité. Une proportion importante n'hésite pas à confesser qu'elle y va parce qu'il lui est impossible d'obtenir un rendez-vous chez un médecin généraliste ou spécialiste de ville dans un délai acceptable dans sa zone d'habitation (16%) ou bien encore parce qu'un médecin généraliste ou spécialiste de ville a refusé de les prendre en charge sans rendez-vous (7%).

IV - Les habitants de la région Bretagne ne comprennent pas bien le fonctionnement de leur système de santé : une méconnaissance qui alimente une demande forte de réorganisation de la gouvernance nationale et davantage de concertation

- **Un système de santé dont le fonctionnement et le mode de financement sont perçus par la population comme relativement opaques et complexes** : Les Bretons avouent ne pas bien comprendre comment le système de santé français fonctionne, c'est pour eux difficile à comprendre (67%). Son financement est un sujet qui leur semble encore plus complexe. 84% d'entre eux avouent ne pas savoir à quoi les différentes cotisations (sociales, CSG, mutuelle, etc.), servent. Si la majorité des personnes interrogées savent environ combien elles cotisent par mois, elles admettent en parallèle n'avoir aucune idée du montant consacré par les pouvoirs publics à la santé (69%).
- **...et qui se nourrit d'un sentiment majoritairement ressenti : « je contribue plus que je ne bénéficie du système de santé »**. Il est vrai que face à un système dont le fonctionnement et le financement restent véritablement opaques pour eux, ils considèrent en majorité contribuer plus qu'ils ne bénéficient du système de santé (56%).
- **Une demande de refonte de la gouvernance avec notamment une fusion du ministère de la santé et de l'Assurance maladie souhaitée par plus de 7 habitants de la région Bretagne sur 10 (71%).**

V - Les Français sont prêts pour les réformes !

- **Face à la situation du système de santé, on estime en Bretagne que l'hôpital public rencontre plus des problèmes de moyens que de qualité des soins**. Pour améliorer le fonctionnement de l'hôpital public, la population dit qu'il faut en priorité plus de personnels (87%), de budget (78%) et de proximité (64%). Ils demandent beaucoup moins plus d'excellence (23%), de spécialisation (21%) ou de flexibilité (22%).
- **Les Bretons sont prêts pour la digitalisation de leur parcours de soins et éprouvent peu de craintes face à sa mise en place**. Certes, spontanément ils n'insistent pas sur le développement du numérique, probablement parce qu'ils n'en connaissent pas encore toutes les possibilités. Toutefois, ils sont prêts et se montrent favorables à toutes les mesures promouvant la santé digitale : donner accès à chaque patient à ses données médicales via la création d'un espace numérique de santé au sein duquel les patients auront accès à leur dossier médical partagé, à des applications ou des informations de santé de référence (92% y sont favorables), rendre accessibles

toutes les données concernant la santé d'un patient à tous les professionnels de santé qui le suivent (91%). L'extension de la télémédecine (consultation à distance en visio-conférence) aux pharmaciens et aux infirmiers libéraux à travers le « télé soin » rencontre aussi un assentiment majoritaire (67%).

- **Ils plébiscitent des pistes très diverses comme** l'obligation pour les médecins de s'implanter dans certains territoires lors de leurs premières années d'exercice pour les répartir plus équitablement (91%) mais aussi la priorisation de la HAD chaque fois que cela est possible (88%). Les habitants de la région Bretagne se montrent aussi extrêmement favorables dans leur très grande majorité à la mise en place d'indicateurs permettant d'identifier les problèmes rencontrés par les patients dans leur parcours de soins (92%) ou à l'issue de leur prise en charge (88%).

VI - Les réformes spontanément proposées par les habitants de la région Bretagne : d'abord augmenter les effectifs et donner plus de moyens financiers à l'hôpital mais aussi lutter contre les déserts médicaux.


- **Les réformes les plus spontanément proposées en région Bretagne concernent les effectifs (42%)** et plus spécifiquement dans les hôpitaux (34%) où ils demandent plus d'effectifs (16%), plus de personnels soignants (16%). Dans ce domaine, ils souhaitent aussi que l'on augmente les effectifs des médecins de ville (4%), certains d'ailleurs en revoyant le numerus clausus (4%). **Presqu'un quart d'entre eux considère aussi qu'il faut réformer l'organisation et le financement du système (24%).** Il s'agit pour eux d'abord de s'assurer que l'on accorde plus de moyens financiers (9%) ou que l'on améliore sa gestion (2%). D'autres proposent qu'il y ait un meilleur contrôle des dépenses en évitant le plus possible les actes inutiles (2%) et en luttant contre les fraudes et les abus (1%). **Parmi l'ensemble des réformes souhaitées par les habitants de la région Bretagne, beaucoup concernent le maillage territorial (19%)** et notamment la lutte contre les déserts médicaux (13%) en obligeant les médecins à y exercer (9%), en améliorant la répartition du personnel (3%) mais aussi en développant des services de proximité (8%).







**CONTRIBUTION DE LA FHF
BRETAGNE
AU GRAND DÉBAT NATIONAL**


**CONSULTATION DES BRETONS SUR LES
QUESTIONS DE SANTÉ**

1 bis, rue Cabanis - CS 41402 - 75983 Paris cedex 14 - T +33 1 44 06 84 44 - F +33 1 44 06 84 45 - e-mail fhf@fhf.fr - www.fhf.fr

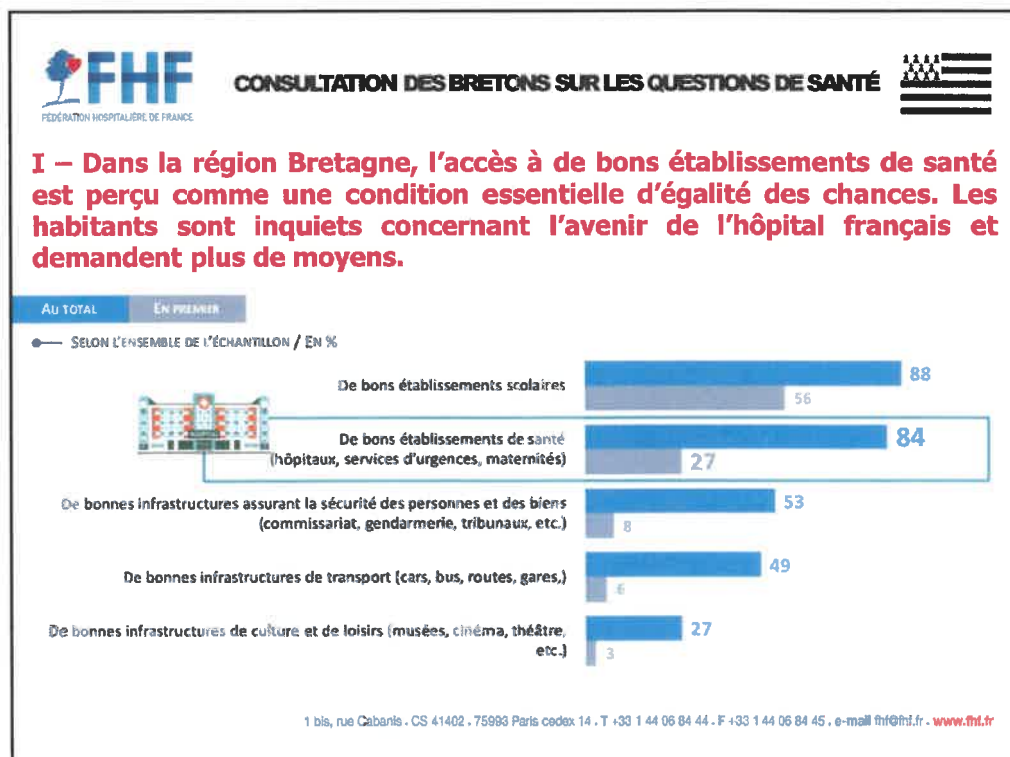
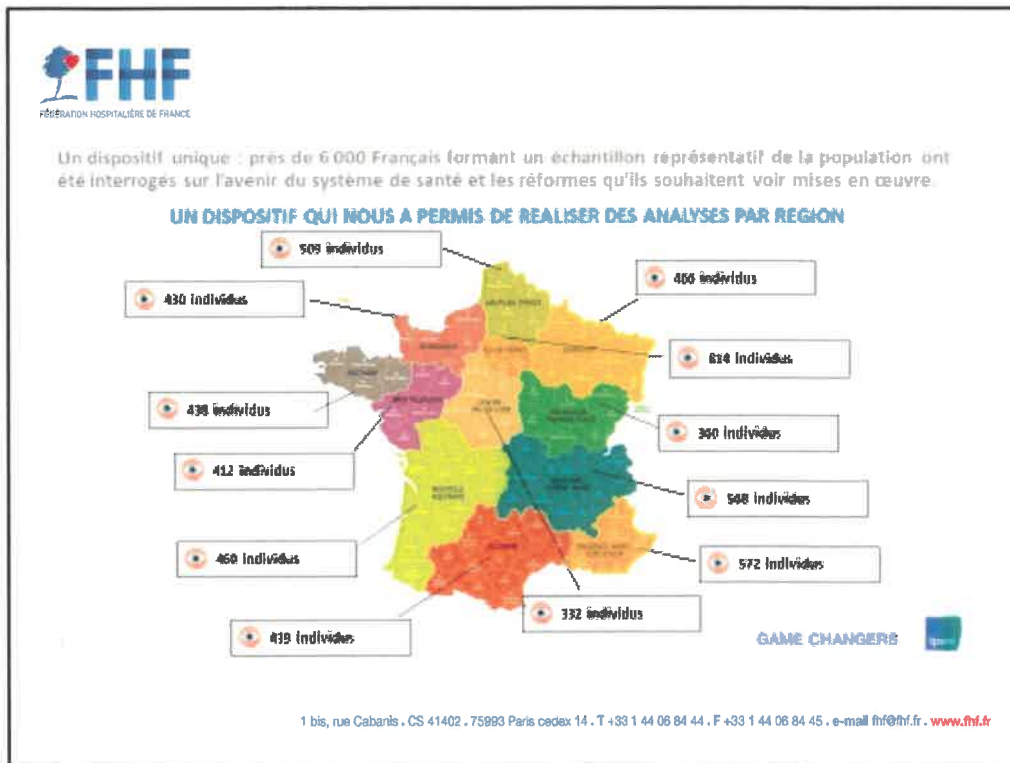


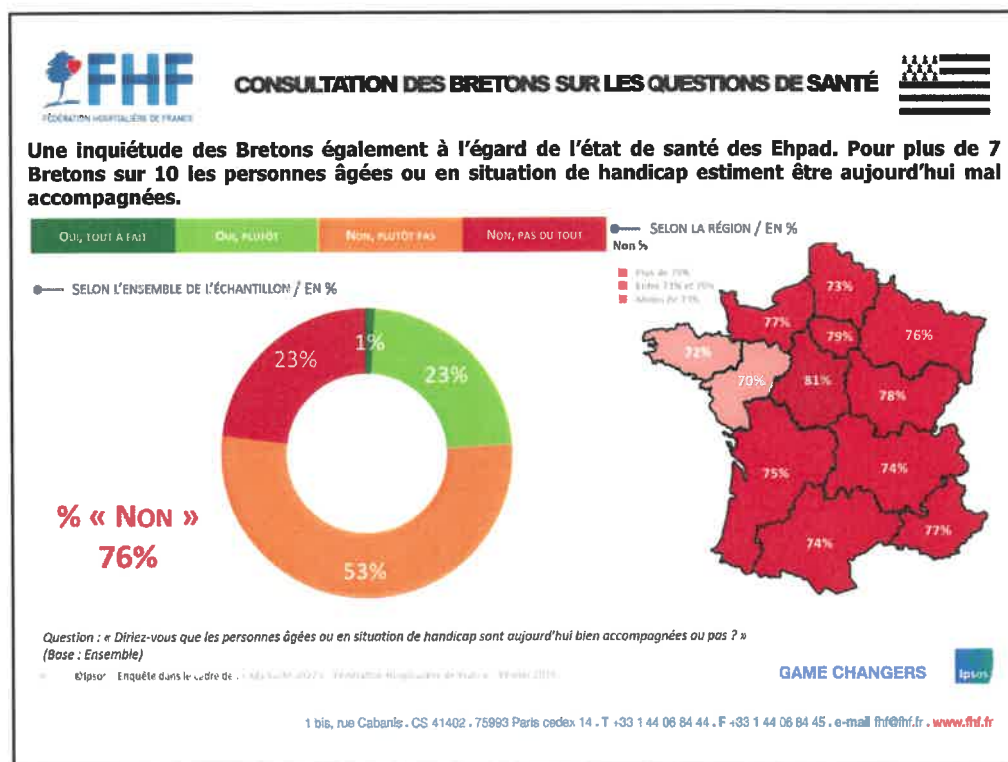
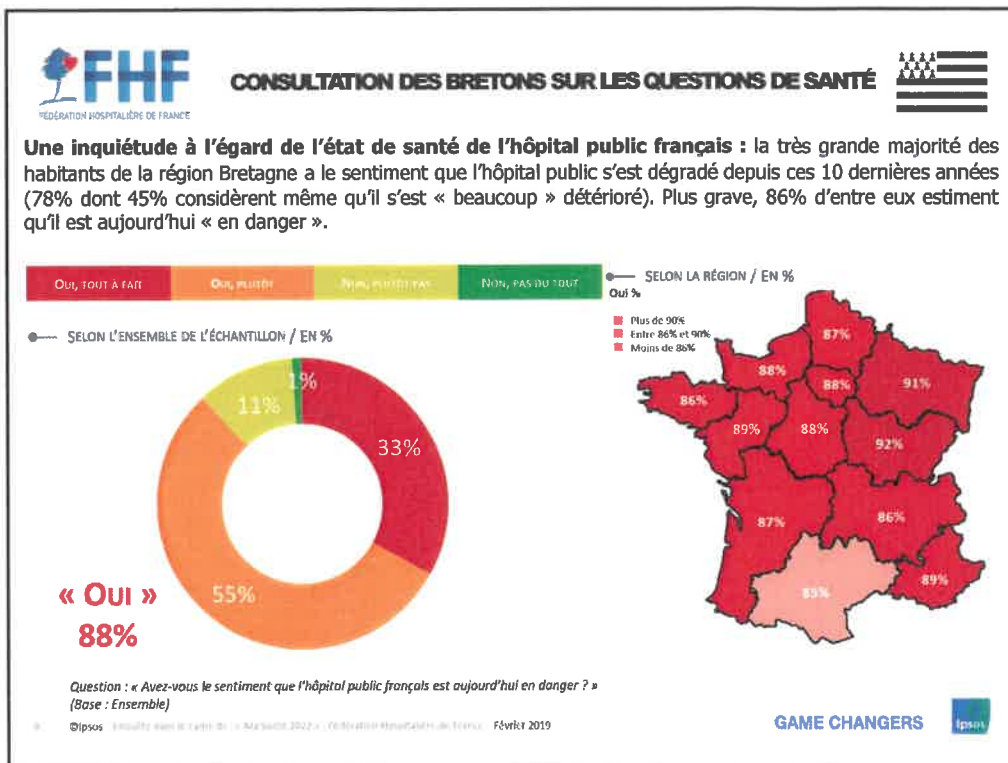
FICHE TECHNIQUE - ÉCHANTILLON NATIONAL

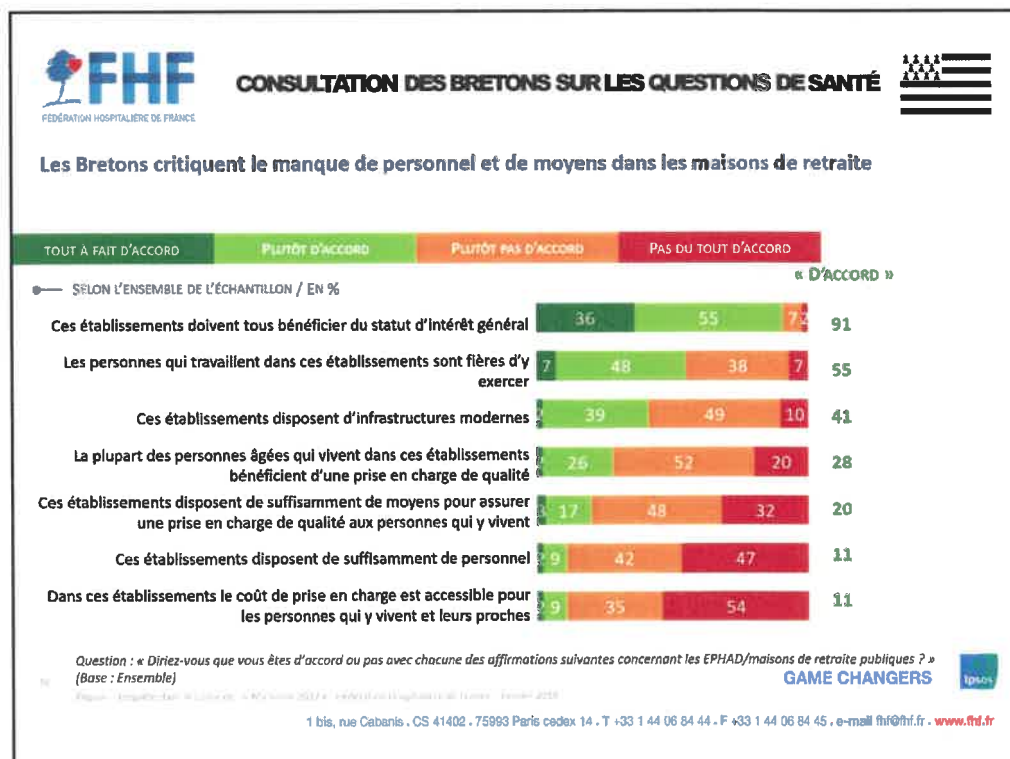
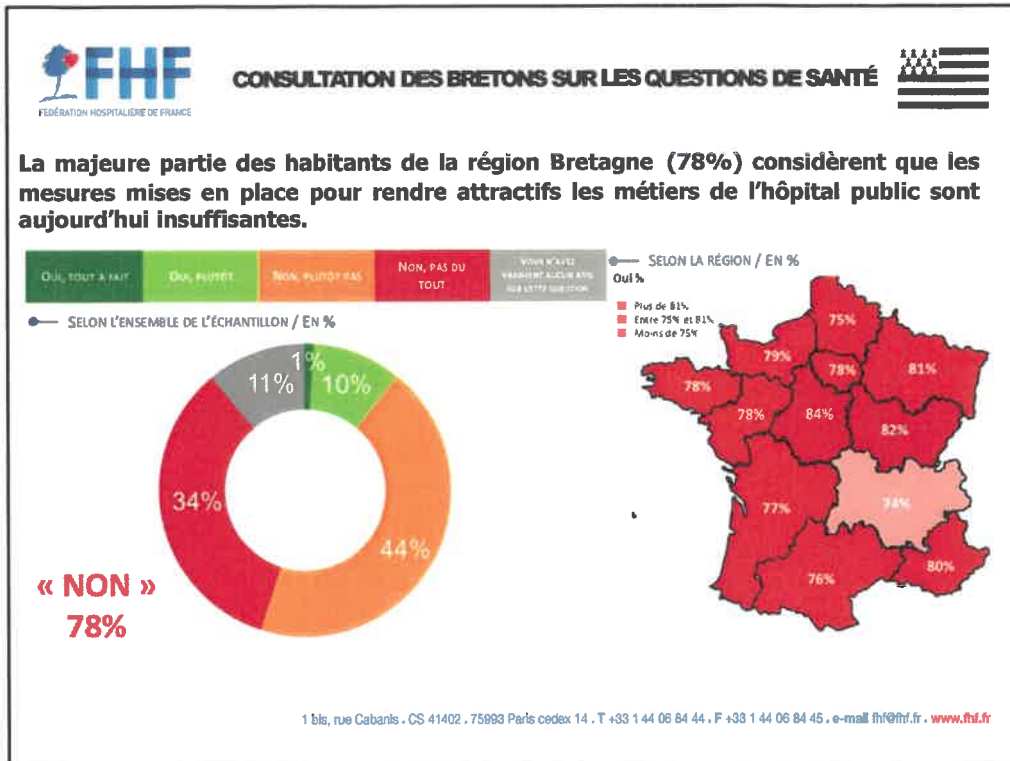
 ÉCHANTILLONS	 DATES DE TERRAIN	 MÉTHODE
<p>5809 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.</p>	<p>Du 27 Février au 1^{er} Mars 2019.</p>	<p>Échantillon interrogé par internet.</p> <p>Méthode des quotas: sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région, catégorie d'agglomération.</p>

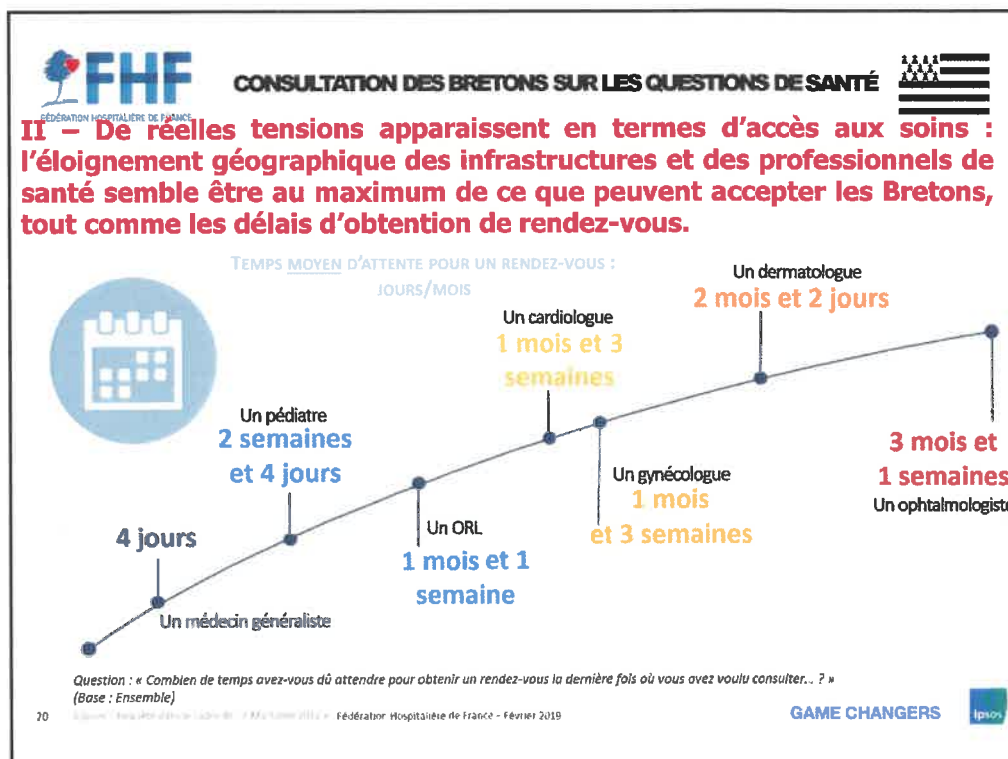
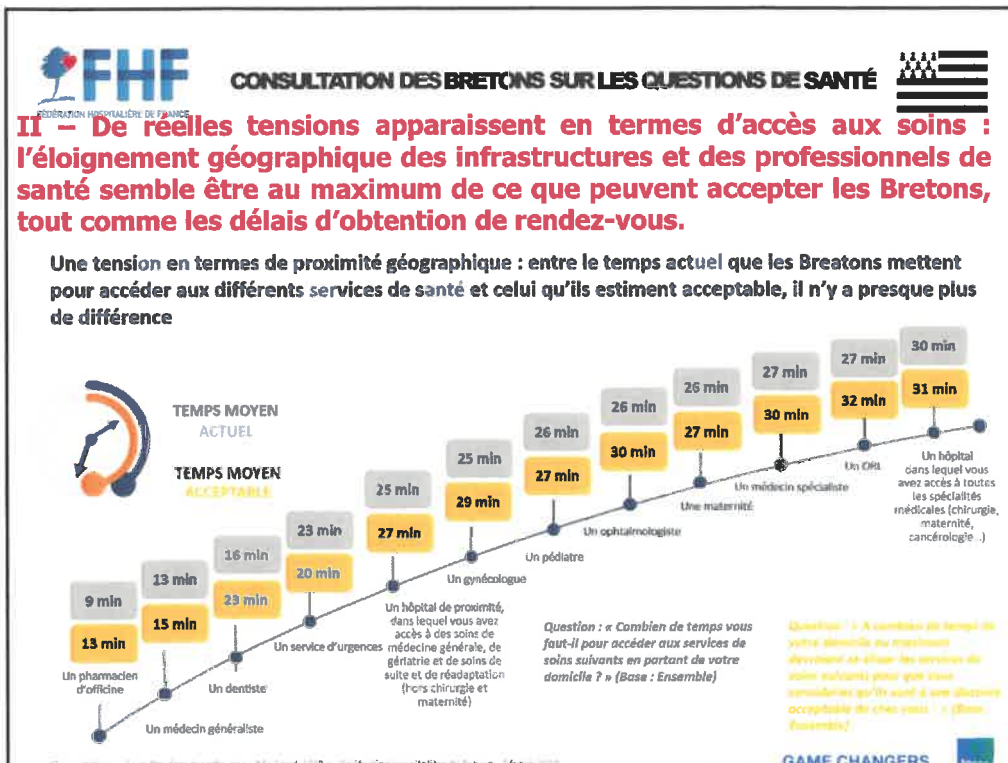
 Ce rapport a été élaboré dans le respect de la norme Internationale ISO 20252 « Etudes de marché, études sociales et d'opinion ». Ce rapport a été relu par Etienne Mercier, Directeur adjoint du département Opinion et Recherche sociales


1 bis, rue Cabanis - CS 41402 - 75983 Paris cedex 14 - T +33 1 44 06 84 44 - F +33 1 44 06 84 45 - e-mail fhf@fhf.fr - www.fhf.fr













CONSULTATION DES BRETONS SUR LES QUESTIONS DE SANTÉ



III – Face à des problèmes de santé peu graves, de nombreux Bretons ont recours aux services des urgences, parfois pour des raisons inadéquates. Ce phénomène est aussi retrouvé à l'échelle nationale.

Un recours relativement élevé aux services des urgences : plus d'1 Breton sur 4 déclare s'y être rendu au cours de la dernière année





Jamais	71
1 fois	19
2 à 3 fois	9
4 à 5 fois	1
Plus de 5 fois	X

29% des Français se sont rendus aux urgences au cours de l'année


Question : « Au cours de l'année écoulée, combien de fois vous êtes-vous rendu dans un service d'urgence à l'hôpital ? »
(Base : Ensemble)

22 Études | Éléments de santé | 14 Mars 2019 | Santé publique | Santé | France 2019

GAME CHANGERS  L.fr



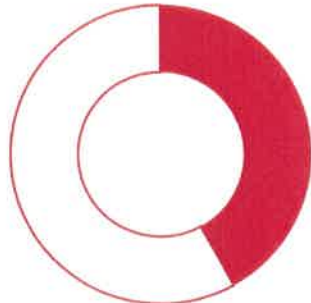
CONSULTATION DES BRETONS SUR LES QUESTIONS DE SANTÉ



III – Face à des problèmes de santé peu graves, de nombreux Bretons ont recours aux services des urgences, parfois pour des raisons inadéquates. Ce phénomène est aussi retrouvé à l'échelle nationale.

Globalement, près de 4 Bretons sur 10 disent avoir eu déjà recours aux urgences alors que leur situation médicale ne l'exigeait pas vraiment : un « sur-recours » relativement préoccupant

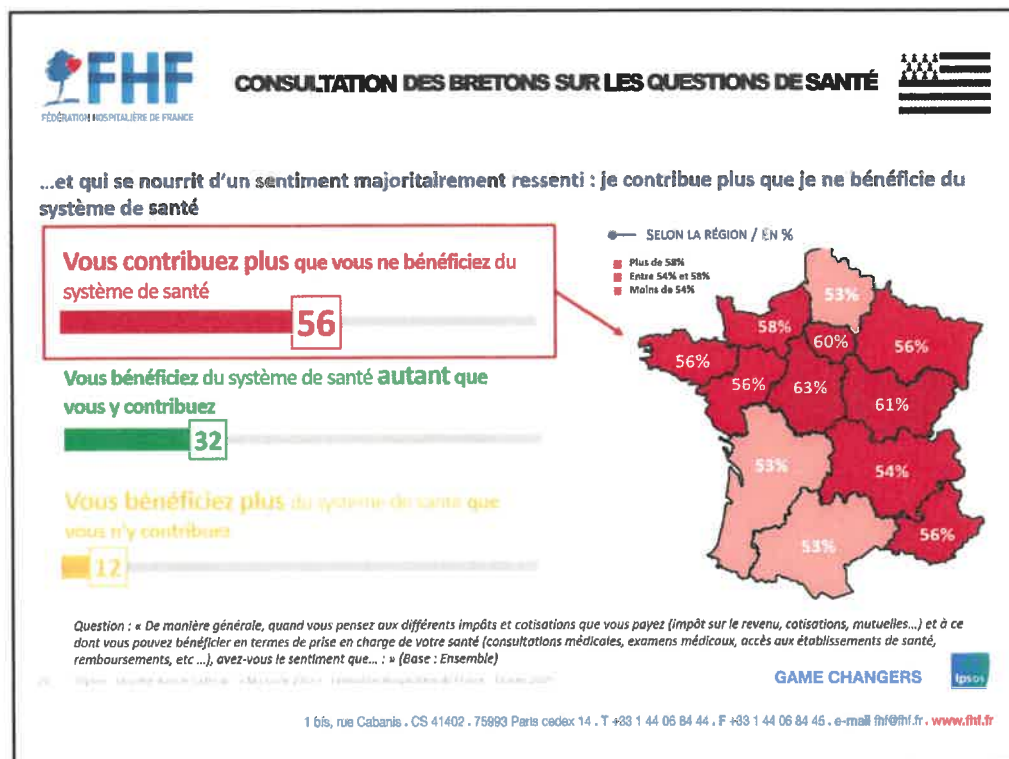
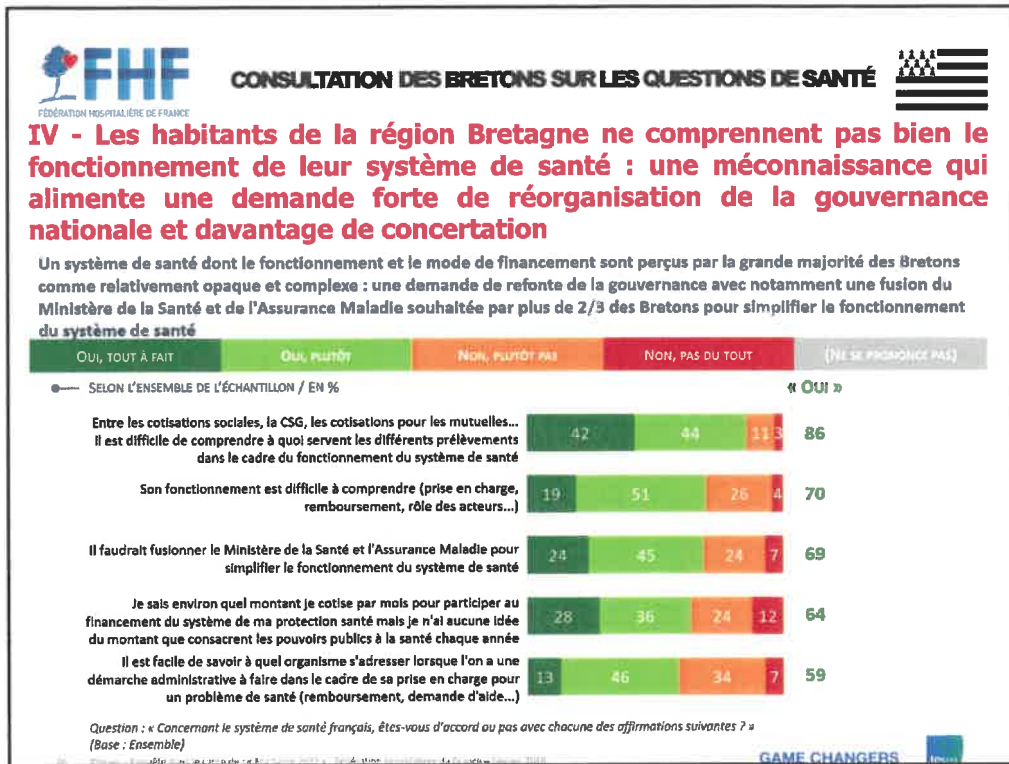
● SELON L'ENSEMBLE DE L'ÉCHANTILLON / EN %

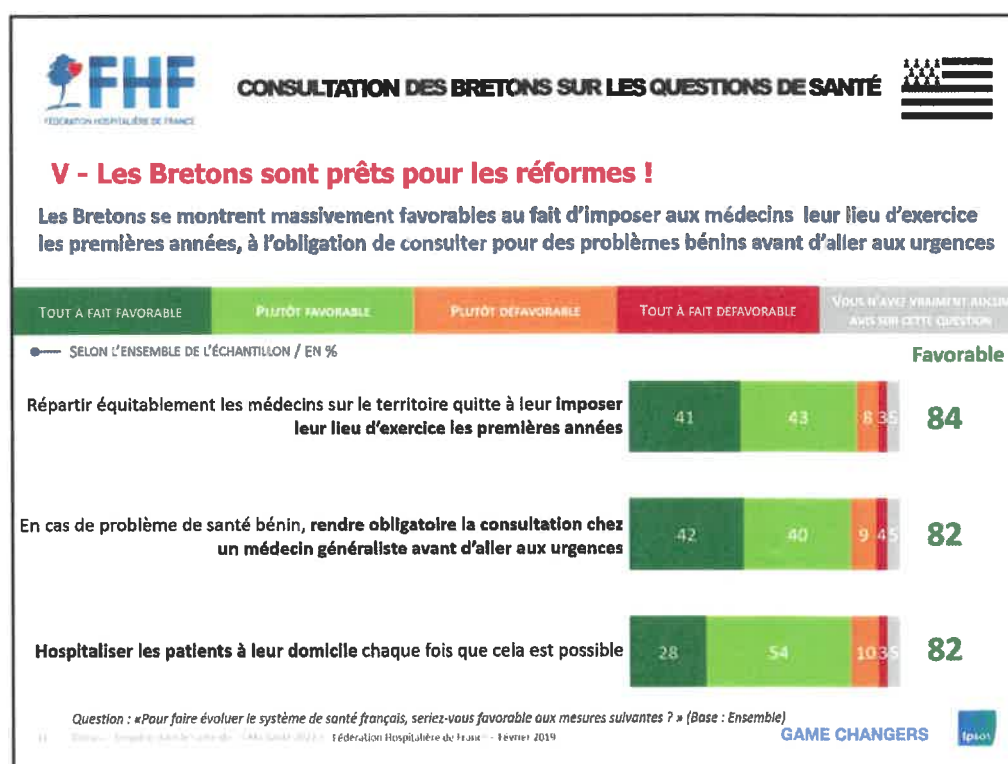
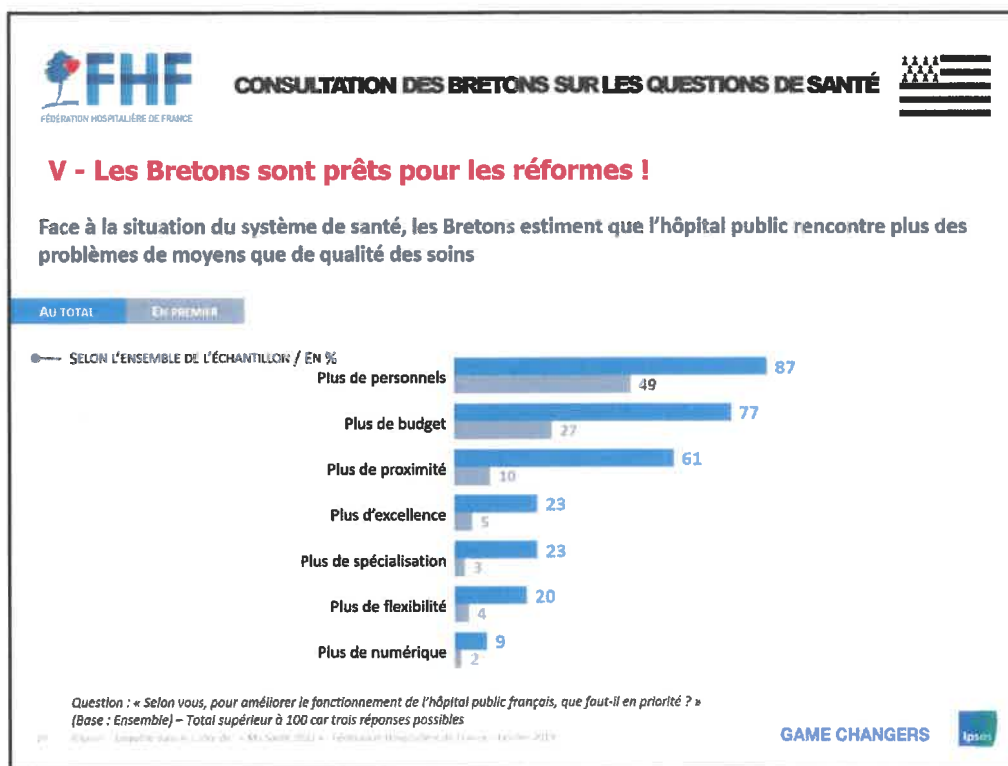


42%

ont déclaré s'être déjà rendu dans un service d'urgence pour une raison inadéquatae

Question : « Vous êtes-vous déjà rendu dans un service d'urgence à l'hôpital pour l'une des raisons suivantes : »







V - Les Bretons sont prêts pour les réformes !

Les Bretons sont très favorables à la digitalisation du système de santé

